



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTÉRIELLES ET DE
L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N°PREF-SAPPIE-BE-2019- 0590

du 24 DEC. 2019

**mettant en demeure la société DYNAPLAST de respecter pour son installation sise à
SAINT-FLORENTIN les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation
n°PREF-DCDD-2007-0487 du 30 novembre 2007 et
les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques
accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement
soumises à autorisation**

Le Préfet de l'Yonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 512-20, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2007-0487 du 30 novembre 2007 autorisant la société DYNAPLAST à poursuivre l'exploitation de ses installations modifiées de thermoformage et d'extrusion de matières plastiques ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 2 juillet 2019 ;

VU la réponse de l'exploitant formulée par courrier du 30 octobre 2019 ;

CONSIDÉRANT que le chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2007-0487 du 30 novembre 2007 susvisé dispose : « *Les installations et leurs annexes sont disposés, aménagés et exploitées conformément aux plans et donnée techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.* » ;

CONSIDÉRANT que l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé dispose : « En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. ». Cet article est par ailleurs applicable aux installations existantes ;

CONSIDÉRANT que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2010 susvisé dispose : « L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. ». Cet article est par ailleurs applicable aux installations existantes ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 2 juillet 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2007 susvisé :

- chapitre 1.3 : Le stockage important de broyés conditionnés dans des big-bags sur différentes zones dont une à proximité des limites de propriété du site n'est pas conforme au dossier de demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 2 juillet 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :

- article 19 et 20 : L'exploitant n'a pas pu présenter l'étude technique foudre de ses installations ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé et de l'article 19 et 20 de l'arrêté ministériel susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de respect des dispositions précitées, la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ne peut être garantie ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société DYNAPLAST de respecter les prescriptions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé et l'article 19 et 20 de l'arrêté ministériel susvisé ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

A R R E T E

Article 1 – Objet

La société DYNAPLAST exploitant une installation de thermoformage et d'extrusion de matières plastique située rue Just Meisonasse sur le territoire de la commune de SAINT-FLORENTIN est mise en demeure de respecter :

- au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 susvisé,
- au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté, la transmission d'une étude des flux thermiques concernant le volume de stockage des big-bags en extérieur,
- au plus un trois mois après la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé,
- au plus tard six mois après notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la société DYNAPLAST et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Saint-Florentin,
- Madame la Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté.



Fait à Auxerre, le 24 DEC. 2019

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,


Françoise FUGIER

Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, un recours gracieux ou hiérarchique peut être introduit.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique Télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

